

A la recherche des profits cachés d'Amazon en France

Essai de reconstitution du chiffre d'affaires d'Amazon en France

NOTE D'ANALYSE DE **MOUNIR MAHJoubi**

Député du 19^{ème} arrondissement de Paris

Version 1.0 du 22 avril 2021

Version évolutive : ce document sera adapté suivant les publications et déclarations à venir d'Amazon.

Toute personne souhaitant compléter ou contester certains chiffres est invitée à contacter :
mounir.mahjoubi@assemblee-nationale.fr

Note d'analyse

Essai de reconstitution du chiffre d'affaires d'Amazon en France



Amazon, vous devez la transparence aux Français !

Depuis des mois, **ce sont des questions pourtant simples que je pose à Amazon :**

- Quel est son chiffre d'affaires français ?
- Quelle est sa répartition par activité ?
- Quel est l'impôt sur les sociétés payé chez nous ?

Ces informations, **le géant du e-commerce refuse de les transmettre aux députés de la Nation.** Son directeur général France, Monsieur Duval, même sous serment, refuse d'y répondre. Quel est le risque pour Amazon de lever le voile ? Quel secret si dangereux y aurait-il à simplement expliquer son activité ? Quel manque à gagner pour l'Etat Français et comment y remédier ? C'est à ces questions que ce rapport tente de répondre.

Devenu le plus grand magasin au monde, **Amazon est un acteur de la transformation radicale de tout le secteur du commerce. Son manque de transparence est devenu intolérable.** Dans l'histoire économique, nous avons connu d'autres acteurs qui, par l'innovation ou le génie commercial, ont réussi à réaliser des gains de productivité massifs : c'est-à-dire produire beaucoup plus avec beaucoup moins de ressources, réalisant ainsi de gros bénéfices et en captant d'importantes parts de marché. Jusqu'à récemment, ces gains de productivité s'accompagnaient toutefois de plusieurs conséquences positives : baisse des prix aux consommateurs, hausse des salaires, versement de dividendes aux actionnaires et paiement d'impôts importants permettant de compenser socialement l'impact des destructions chez les concurrents. **Avec Amazon, c'est la première fois dans l'histoire que l'on voit un champion des gains de productivité qui ne paye pas un impôt proportionnel à son impact.**

Il est d'ailleurs intéressant de noter que dans sa lettre aux actionnaires publiée en mars 2021, Jeff Bezos introduit le concept du *"Créer plus que ce que l'on consomme"* et tente de lister toutes les contributions de valeurs de son entreprise. On y retrouve les actionnaires, les salariés, les vendeurs tiers et les clients. Mais pas les impôts, ni les Etats. **Jeff Bezos ne considère pas l'impôt comme une contribution à la valeur commune, mais comme un obstacle à son projet.** C'est selon moi la motivation la plus profonde de cette entreprise à tout faire pour minimiser son impôt au niveau mondial (moins de 12%) et dans chaque pays. **Le manque de transparence est le pendant de cette volonté.**

En France, **l'entreprise communique sur un chiffre d'affaires de 5,7 milliards d'euros** pour l'année 2019 au titre de ses *"activités réalisées en France"*. **La déclaration est vague et mène à bien des interprétations.** Interrogé sur le sujet lors d'une audition parlementaire, son directeur général n'a pas souhaité apporter de précisions. Sa réponse n'a eu pour effet que d'obscurcir la compréhension des



députés. A n'en pas douter, **ce chiffre ne recouvre pas l'intégralité des revenus obtenus des Français.**

Dans cette note, j'estime le "vrai" chiffre d'affaires d'Amazon en France à 13 milliards d'euros en 2020, ce qui aurait dû générer un impôt sur les sociétés supérieur à 200 millions d'euros.

Amazon pourrait avoir à redire sur la méthode. Les informations sur ses activités françaises sont si rares que des hypothèses ont dû être formulées. Notamment, des ratios mondiaux ont été utilisés pour approcher le poids de certaines activités en France. Absolument tout est détaillé dans cette note. En retour, **j'encourage vivement Amazon à communiquer ses chiffres par activité, et leurs périmètres**, s'il venait à en contester les estimations. C'est là une question de respect envers les Français et leurs élus.

La reprise des négociations intergouvernementales pour parvenir à un impôt minimum mondial est une excellente nouvelle. En cela, le soutien de la nouvelle administration Biden aux Etats-Unis est essentiel. **Nous aurons à faire preuve de vigilance** quant aux détails du futur dispositif, notamment en nous assurant que les définitions retenues pour apprécier les chiffres d'affaires nationaux n'engendrent pas de failles majeures dans lesquelles certains groupes mondiaux, comme Amazon, iraient inmanquablement s'engouffrer.

Mounir Mahjoubi

Député de Paris et ancien Secrétaire
d'Etat chargé du Numérique



Sommaire

- 1. Amazon, le grand gagnant de la pandémie**
- 2. Les 6 piliers d'Amazon : des activités peu connues du grand public**
- 3. Une structure bien complexe entre Paris et Luxembourg**
- 4. Des factures émises par des entités différentes selon les activités**
- 5. Un système de refacturation de frais entre Paris, Luxembourg et les USA qui annule les bénéfices**
- 6. Les chiffres dévoilés publiquement par le Directeur général : une volonté d'enfumage ?**
- 7. Essai de reconstitution du chiffre d'affaires réel d'Amazon en France**
- 8. Les enjeux de la prise en compte du bénéfice par pays dans le cadre des évolutions de la taxation mondiale des géants du numérique**



1. Amazon, le grand gagnant de la pandémie

Amazon est l'un des grands gagnants mondiaux de la Covid-19. **Son chiffre d'affaires planétaire a bondi de 38% l'an dernier**, passant de 280 à 386 milliards de dollars.¹ Ses profits après impôts sont, eux, passés de 11,6 à 21,3 milliards de dollars. En bourse, son action est montée en flèche avec une progression de près de 70% en 2020.² Ce colosse du e-commerce et du Cloud détient désormais **la quatrième plus grosse capitalisation boursière au monde**, à plus de 1500 milliards de dollars.

Suivant une déclaration de Monsieur Frédéric Duval, le directeur général d'Amazon France, **les ventes auraient progressé dans l'hexagone de "40 à 50%" en 2020**.³ Belle performance quand on sait que le PIB français a, lui, fondu de 8% sur un an.⁴

Cours de bourse de l'action Amazon.com, Inc (AMZN)

En dollars. Source : google.com/finance



Un taux d'impôt mondial de 11,8% pour Amazon, 38% pour FNAC-DARTY

En 2020, Amazon a dégagé un bénéfice mondial avant impôt de 24 milliards de dollars, soit une marge nette de 6,3%. **Son impôt sur les sociétés n'a toutefois été que de 2,86 milliards de dollars, soit 11,8% de son bénéfice. C'est bien peu.** Pour parvenir à une contribution aussi maigre, le groupe a recours aux prix de transfert entre filiales pour délocaliser jusqu'aux États-Unis, et profite d'avantages fiscaux fédéraux. Pour comparaison, le groupe français **Fnac Darty** s'est acquitté en 2019 d'un **impôt sur les sociétés équivalent à plus de 30%** de son bénéfice avant impôt.⁵ Si on inclut la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), elle aussi calculée sur la valeur ajoutée, le taux d'impôt de Fnac Darty passe même à 38%. C'est 26 points de plus que le taux d'imposition mondial d'Amazon.

¹ Formulaire 10-K pour l'exercice 2020 :

https://sellercentral.amazon.fr/gp/help/external/help.html?itemID=F9K4BWLZXRPC62U&language=fr_FR&ref=efph_F9K4BWLZXRPC62U_cont_200336920

² <https://www.boursorama.com/cours/AMZN/>

³ <https://rmc.bfmtv.com/emission/confinement-nous-sommes-entre-40-et-50percent-de-chiffre-d-affaires-sur-un-an-indique-le-directeur-general-d-amazon-france-sur-rmc-2005560.htm>

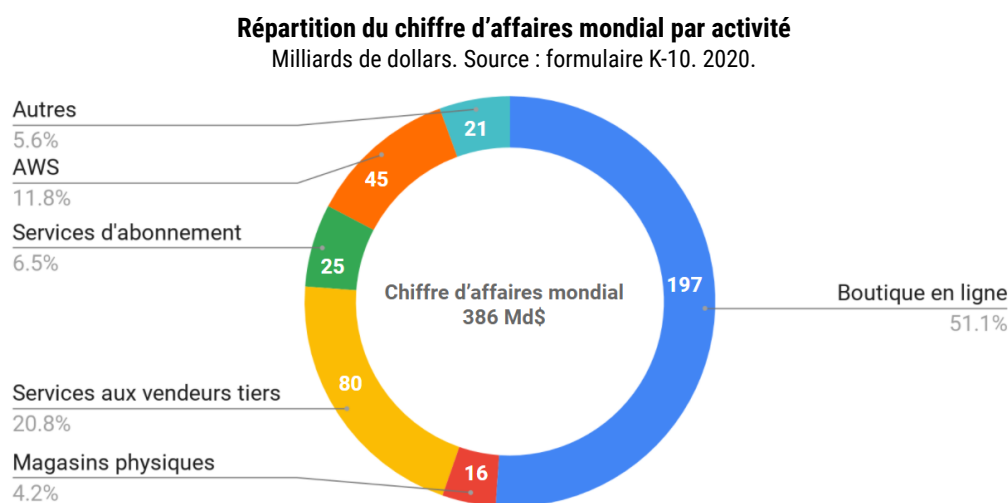
⁴ <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-croissance-francaise-a-chute-de-8-3-en-2020-20210129>

⁵ https://www.fnacdarty.com/wp-content/uploads/2020/04/FNAC_DARTY_URD_2019_VF_PDFinteractif.pdf



2. Les 6 piliers d'Amazon : des activités peu connues du grand public

On a souvent d'Amazon l'image d'un grand supermarché en ligne avec un vaste rayon librairie. Pourtant, l'activité de commerce en ligne (achat-revente) d'Amazon ne représente plus que 51% de son activité en 2020. **Au fil des ans, le groupe s'est transformé et a évolué vers des nouveaux modèles, bien plus rentables.** Aujourd'hui, Amazon est organisé autour de six grands segments d'activité.



1. Les ventes en propre sur le site marchand (51%)

Activité historique, elle consiste à acheter des produits à un fournisseur et à les vendre à des consommateurs. En 2020, **ces ventes ont atteint 197 milliards de dollars, soit la moitié du chiffre d'affaires mondial d'Amazon (51%)**. L'enseigne propose le plus large catalogue au monde de produits manufacturés et de biens numériques (*e-books*, vidéos, jeux, musiques et logiciels). Chaque année, Amazon annonce son arrivée vers de nouvelles catégories de produits. On peut noter récemment le déploiement de son offre alimentaire de produits frais et de son service de pharmacie.

Pour devenir un champion de la vente en ligne, **Amazon a fondé son succès en répondant aux grands freins des consommateurs** vis-à-vis du e-commerce en développant plusieurs piliers :

- **Le prix le plus bas**, en comprimant au maximum les marges des fournisseurs ;
- **Une livraison toujours plus rapide**, en développant l'automatisation des centres logistiques et en organisant une partie de la livraison lui-même ;
- **Des frais de livraison invisibles**, quitte à rendre le service non rentable sur les plus petites commandes ;
- **Un catalogue très large** ;
- **Un site internet toujours performant** ;
- **Un service client qui répond toujours positivement aux consommateurs.**

C'est donc à la fois par **l'innovation technologique** et **le génie commercial** qu'Amazon a pu s'imposer. Cependant, ces piliers ont un coût. **Et on peut considérer que les ventes à pertes et les**



déficits qui ont permis de nourrir ces piliers ont été financés en partie par les impôts non versés.

Pour aller plus loin, **Amazon décide parfois de devenir elle-même productrice d'articles populaires**, ce qui a donné lieu à la gamme AmazonBasics. En mesure d'identifier les articles qui se vendent le mieux sur sa Marketplace, l'entreprise s'émancipe ainsi de certains fournisseurs et concurrence durement les vendeurs de sa Marketplace. Cela lui vaut une enquête de la Commission Européenne.⁶

2. Les services aux vendeurs tiers (21%)

Quand vous vous connectez sur le site Amazon, vous trouvez :

- des produits vendus directement par Amazon ;
- et **d'autres vendus par des commerçants de toutes tailles**, appelés "vendeurs tiers".

La part du chiffre d'affaires généré par les vendeurs tiers n'a jamais cessé de croître. En 2020, on estime qu'elle a dépassé les 60% du total des ventes réalisées sur le site (300 milliards de ventes pour les vendeurs tiers, contre 190 milliards pour la vente directe).⁷

Dans sa lettre aux actionnaires de 2019, Jeff Bezos fait un rappel de la progression historique de la part des vendeurs tiers.

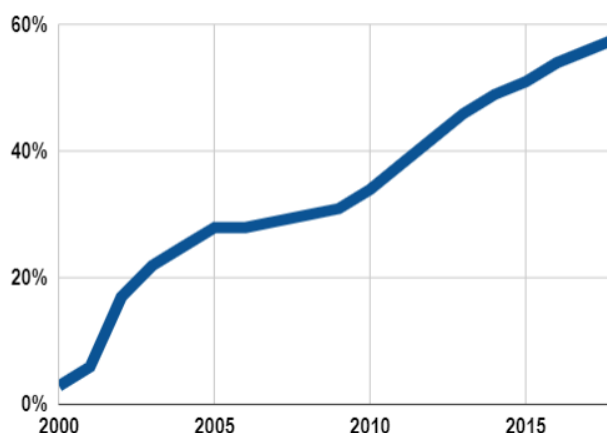


To our shareowners:

Something strange and remarkable has happened over the last 20 years. Take a look at these numbers:

1999	3%
2000	3%
2001	6%
2002	17%
2003	22%
2004	25%
2005	28%
2006	28%
2007	29%
2008	30%
2009	31%
2010	34%
2011	38%
2012	42%
2013	46%
2014	49%
2015	51%
2016	54%
2017	56%
2018	58%

Part des vendeurs tiers dans le volume d'affaires



Avec ses commissions et ses services additionnels, Amazon dégage une recette de 80 milliards d'euros⁸, soit un prélèvement moyen de 27% sur les ventes des vendeurs tiers.

⁶ <https://theconversation.com/pourquoi-les-pratiques-damazon-sur-sa-marketplace-sont-dans-le-collimateur-de-bruxelles-151763>

⁷ <https://www.marketplacepulse.com/articles/amazon-gmv-in-2020>

⁸ Formulaire 10-K pour l'exercice 2020.



Amazon compte actuellement près de 1,9 million de vendeurs tiers actifs.⁹ En France, les commissions vont de 7,21% à 46,35%.¹⁰ Aux commissions de base s'ajoutent des frais pour services optionnels, tels que **Fulfillment by Amazon** (FBA ; en français : *Expédié par Amazon*). Avec ce service, les vendeurs louent auprès d'Amazon des espaces de stockage pour leurs marchandises et lui confient leurs livraisons.

L'activité de marketplace avec vendeurs tiers est un véritable changement de paradigme économique pour le modèle du e-commerce. Dans le modèle de la vente en direct, l'entreprise doit réaliser une importante avance financière pour constituer ses stocks et compenser ses invendus et les malfaçons (échanges, retours, etc.). Avec sa Marketplace, Amazon n'a plus à avancer les fonds. Elle profite des investissements et des stocks de marchandises de 1,9 million de vendeurs dans le monde. Quant aux invendus et aux malfaçons, ce sont encore ces vendeurs tiers qui en assurent le financement. **Pour Amazon, la rentabilité est beaucoup plus importante au regard des coûts engagés et du capital investi. C'est pourquoi, l'entreprise développe ce segment de façon prioritaire.**

3. Amazon Web Services (11,8%)

Véritable vache à lait du groupe Amazon, **AWS a rapporté plus de 55% du bénéfice de l'entreprise en 2020** (13 milliards de dollars de bénéfices sur 23 milliards au total pour tout Amazon).

AWS est le premier fournisseur de services d'infrastructures en nuage « cloud infrastructure » au monde, loin devant Microsoft, Google et Alibaba. Il détient un tiers du marché mondial.¹¹

Pour comprendre l'histoire d'AWS, il faut revenir aux piliers fondateurs d'Amazon : avoir un site toujours performant. Depuis ses débuts, **Amazon a investi dans la recherche et le développement afin que son site se maintienne au meilleur niveau technique :**

- Gérer les pics de connexion au moment des promotions ;
- Assurer une connectivité permanente et empêcher les pannes ;
- Intégrer des outils d'intelligence artificielle pour traiter le catalogue et les attentes des clients.

Pour cela, Amazon a réuni au fur et à mesure des années une équipe de techniciens et d'ingénieurs de très haut niveau. **Ils seront précurseurs dans la conception des architectures de l'informatique « en nuage » appliquée aux sites internet à très fortes contraintes.** Dans un premier temps, toutes leurs découvertes sont consacrées aux besoins internes d'Amazon ; jusqu'au jour où ils ont eu l'idée de standardiser une offre accessible à tous.

C'est ainsi qu'AWS devint l'un des premiers fournisseurs de technologies en nuage. **Pour construire AWS, il aura fallu plus d'une décennie de surinvestissement dans les R&D d'Amazon.** L'optimisation, voire l'évitement fiscal, a permis à Amazon d'augmenter sa capacité d'autofinancement, **au détriment de la rentabilité et donc de l'impôt payé.** Aucune autre entreprise au monde n'a eu la capacité d'investir autant dans la R&D d'un produit de ce type, ce qui explique l'avance technologique d'AWS et son avantage concurrentiel.

Il faut aujourd'hui poser la question de l'impact sur le marché de la double position dominante d'Amazon et de ses abus potentiels.

⁹ <https://www.marketplacepulse.com/amazon/number-of-sellers>

¹⁰ https://sellercentral.amazon.fr/gp/help/external/help.html?itemID=F9K4BWLZXRPC62U&language=fr_FR&ref=efph_F9K4BWLZXRPC62U_cont_200336920

¹¹ <https://www.canalys.com/newsroom/worldwide-cloud-market-q320>



4. Les services d'abonnement (6,5%)

Le service Amazon Prime compte déjà **plus de 200 millions d'abonnés à travers le monde**.¹² Ce service permet d'être livré gratuitement et plus rapidement, mais également d'avoir accès à une offre culturelle numérique en illimité (vidéos, musiques, livres, jeux). Amazon Prime concurrence ainsi Netflix et Spotify. En France, ce service est facturé 5,99 euros par mois ou 49 euros à l'année.¹³ Amazon Prime permet à Amazon de générer des revenus récurrents, du fait des abonnements, et de consolider son emprise sur le commerce en ligne. **Aux Etats-Unis, la quasi-totalité des ménages disposent en effet de cet abonnement.**¹⁴ Ceux-là sont naturellement encouragés à passer la plupart de leurs commandes en ligne auprès d'Amazon, au détriment des sites concurrents. **Il agit comme un frein concurrentiel massif et pourrait faire l'objet d'enquêtes pour abus de position dominante.**

Amazon propose d'autres types d'abonnement, à l'image de l'abonnement Kindle ou encore d'Amazon Music Unlimited. En France, pour 9,99 euros par mois, ceux-ci permettent respectivement de lire des livres numériques et d'écouter de la musique en illimité (leurs catalogues sont plus étendus que ceux d'Amazon Prime).

L'ensemble des services d'abonnements confèrent à Amazon une recette mondiale de **25 milliards de dollars, soit 6,5% de son chiffre d'affaires.**

5. Les boutiques physiques d'alimentation (4,2%)

En 2017, Amazon a racheté l'enseigne américaine **Whole Foods Market** pour 13,7 milliards de dollars. C'est la plus importante acquisition réalisée par l'entreprise. Dans le secteur de la distribution alimentaire en magasin physique, cette annonce a eu l'effet d'une bombe non sans conséquence sur les cours boursiers des concurrents. A l'origine, le concept de Whole Foods Market est celui d'une niche : des produits biologiques, onéreux, destinés à des clients urbains et aisés. **D'une culture humaniste, ce distributeur s'est adapté à marche forcée à l'idéologie d'Amazon** : obsession de l'optimisation, diversification poussée, prix compétitifs et marges élevées. Les clients peuvent s'en réjouir. Les salariés, eux, déplorent un management oppressif. Les fournisseurs en circuit court peinent à s'aligner sur les prix exigés.¹⁵

En 2018, le géant a expérimenté à Seattle **Amazon Go**, un magasin **sans caisse ni file d'attente**. Un réseau dense de caméras y observe les clients et une intelligence artificielle scrute leurs mouvements pour en déduire leurs achats. **En mars dernier, Amazon a ouvert un tel magasin à Londres, le premier du genre en dehors des Etats-Unis.**¹⁶

En 2020, le commerce physique d'Amazon a représenté **4,2% de son chiffre d'affaires global, soit 16 milliards de dollars.**

6. Les autres activités (5,6%)

Des autres activités, en tête desquelles figure **la publicité**, génèrent 21 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit 5,6% des ventes totales.

¹² <https://www.ouest-france.fr/economie/entreprises/amazon/amazon-prime-compte-desormais-plus-de-200-millions-d-abonnes-a-travers-le-monde-7228127>

¹³ <https://www.amazon.fr/amazonprime>

¹⁴ <https://www.forbes.com/sites/pamdanziger/2021/02/05/amazons-third-party-marketplace-is-its-cash-cow-not-aws/?sh=57502ba721c0>

¹⁵ <https://www.lsa-conso.fr/en-un-an-amazon-a-secoue-whole-foods-et-fait-bouger-tout-le-secteur,299361>

¹⁶ <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/amazon-ouvre-a-londres-son-premier-magasin-sans-caisse-en-dehors-des-etats-unis-1295439>



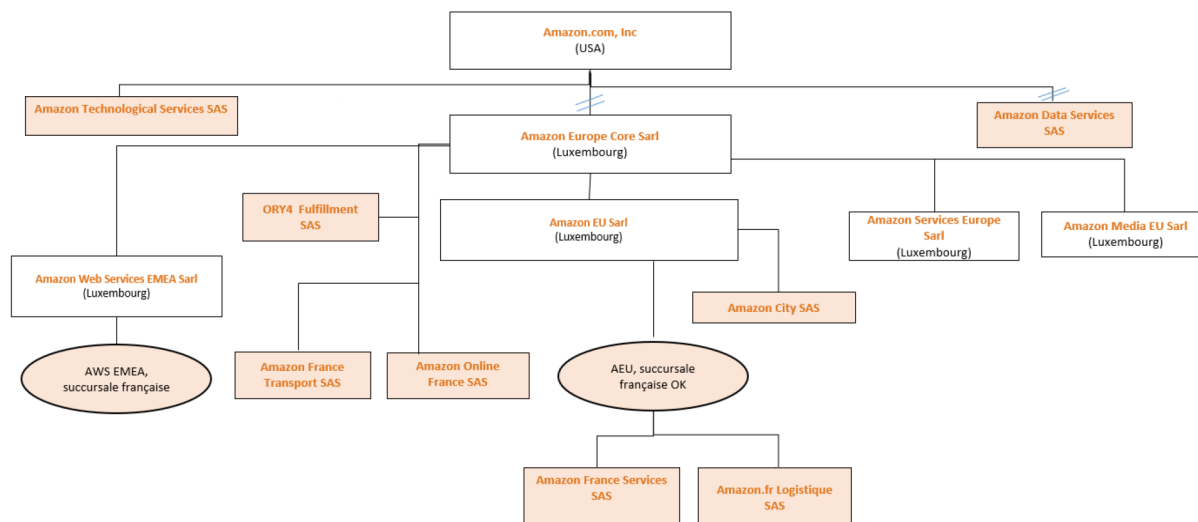
3. Une structure bien complexe entre Paris et Luxembourg

Le géant du e-commerce est pudique quant au détail de ses activités nationales. **La structuration du groupe et ses choix de communication voilent ses revenus à l'intérieur des pays.**

L'organigramme des entités européennes d'Amazon ici présenté est particulièrement simplifié et centré sur la France. Il omet plus d'une dizaine de structures localisées au Luxembourg (comme Amazon Payments Europe S.C.A.) et dans d'autres pays (Amazon UK Services Limited, Amazon Data Services Ireland, Amazon Online UK Ltd, etc.).

Organigramme simplifié au 31 décembre 2019

En orange : les entités françaises. Source : Amazon, diffusé par L'Obs¹⁷



En France, des filiales et des succursales

Nous avons dénombré **7 filiales en France** et **3 succursales** rattachées à des filiales luxembourgeoises. La différence entre les deux structures juridiques est importante :

- **Une filiale**, c'est une entreprise à part entière. Cela veut dire qu'elle a **une personnalité morale, ses propres salariés** et qu'elle paye ses impôts dans le pays où elle est immatriculée.
- **Une succursale**, par contre, n'est que le "reflet" d'une société basée à l'étranger. **Elle est un voile malléable entre des clients et une société étrangère.** Le régime fiscal est plus complexe que celui de la filiale. En effet, dans la plupart des conventions fiscales internationales qui unissent les pays, la fiscalité des succursales fait l'objet de nombreux contentieux et permet l'optimisation maximale. L'enjeu est double : identifier l'existence d'un établissement stable et lui attribuer un bénéfice.

¹⁷ <https://www.nouvelobs.com/economie/20201210.OBS37313/comment-amazon-echappe-systematiquement-a-l-impot.html>



Les filiales françaises ont pour obligation de publier leurs comptes, ce qui n'est pas le cas des succursales. Ces dernières doivent néanmoins les transmettre à l'administration fiscale en cas d'existence d'un établissement stable ; dans ce cas, elles sont redevables à l'impôt en France.

Des succursales en France de sociétés luxembourgeoises qui encaissent l'argent des clients

Comme nous le verrons dans la prochaine partie, **le rôle des succursales françaises des différentes sociétés d'Amazon au Luxembourg est de facturer les clients français**. Cependant, certaines activités sont facturées à des clients français sans passage par une succursale. **Ce sont donc bien, *in fine*, les sociétés Amazon au Luxembourg qui encaissent le produit des ventes et assurent les achats.**

Afin de diminuer au maximum leurs bénéfices potentiels déclarés en France, ces succursales payent chers des services aux entités luxembourgeoises.

Il a fallu plusieurs années à Amazon pour accepter de mettre en place des succursales en bonne et due forme et reconnaître l'existence d'un établissement stable. **A ce jour, nous ne savons pas si Amazon reconnaît l'existence d'un établissement stable pour chacune de ses activités.** Cette précision de Monsieur Duval, le patron français d'Amazon, en commission d'enquête¹⁸ continue de nourrir le doute :

M. le président Thierry Benoit. Tout ce qui est négocié avec vos fournisseurs, et qui représente 40 % de votre activité, est donc fiscalisé en France ?

M. Frédéric Duval. Depuis 2015, nous avons un établissement stable en France pour cette activité et nous payons nos impôts en France.

Dans la même audition, il commet une erreur en indiquant que la succursale est une société française.¹⁹

M. Frédéric Duval. Aujourd'hui, la société qui achète les produits en France est la succursale française de la société Amazon EU SARL, et cette société est en France.

Nous verrons plus tard que même lorsque l'établissement stable est reconnu, Amazon mobilise toute son ingéniosité pour en diminuer à l'extrême le résultat net sur lequel est calculé l'impôt.

¹⁸ Audition Commission d'Enquête Grande Distribution :
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cegrdist/115cegrdist1819092_compte-rendu

¹⁹ *Ibid.*



Des filiales françaises qui sont des centres de coûts

Les filiales françaises ont un rôle particulier : **elles travaillent au service d'Amazon Luxembourg. Elles fournissent des prestations de services rémunérées, mais n'encaissent pas un seul euro des clients français.**

C'est Amazon EU au Luxembourg qui demande à Amazon France Logistique de réaliser une prestation payante de logistique. Amazon France Logistique va donc facturer au prix le plus bas Amazon EU en appliquant une marge entre 8 et 10% sur ses coûts réellement constatés.

En 2020, Amazon France Logistique reçoit, pour les services qu'elle rend aux autres entités du groupe (Amazon EU et Amazon Services EU), un chiffre d'affaires de 764,5 millions d'euros et un résultat de 59,4 millions d'euros, soit une marge voulue de 7,8%. **Ce montant repose sur des prix décidés en interne, qui ont vocation à comprimer le revenu de cette filiale.** En pratique, l'évolution du chiffre d'affaires d'Amazon France Logistique suit celle de ses coûts, puisqu'il s'agit d'une activité de refacturation des coûts. **Il est intéressant de noter que le chiffre d'affaires d'Amazon France Logistique a progressé de 33% en 2020 quand son impôt sur les bénéfices a, lui, diminué de 3%.**

On comprend ainsi qu'il est absurde de regarder le chiffre d'affaires des filiales françaises pour comprendre l'activité d'Amazon en France. Le seul chiffre reflet de l'activité, c'est le chiffre d'affaires réellement réalisé par l'activité des sociétés luxembourgeoises à destination des clients français en direct ou par une succursale.

Comptes financiers déposés par les filiales d'Amazon France au tribunal de commerce, en France

Millions d'euros. Source : comptes déposés au tribunal de commerce

	Effectifs	Chiffre d'affaires		Résultat courant avant impôts		Impôts sur les bénéfices	
		2019	2020	2019	2020	2019	2020
Amazon France Logistique SAS	5 700	764.5	576.6	59.4	54.4	16.7	17.3
Amazon Data Services France SAS	52	118.9	106.0	-10.2	11.3	0	0.4
Amazon France Transport SAS	995	661.8	390.4	19.3	10.5	6.0	3.6
Amazon Online France SAS	121	333.5	232.6	1.1	2.6	0.7	0.8
Amazon France Services SAS	234	48.3	47.4	4.4	4.2	1.3	1.2
Amazon Technological Services	36	31.5	25.1	1.6	1.4	0.4	0.4
Amazon Ciy SAS	38	19.9	12.4	0.4	0.2	0	0.05
Total	7 176	1 978.3	1 390.5	76.0	84.6	25.1	23.8

Comptes financiers des succursales françaises

	Chiffre d'affaires HT	Résultat courant avant impôt	Impôts sur les sociétés
Amazon EU SARL Amazon Web Services EMEA SARL Amazon Services Europe SARL	Non communiqués par l'entreprise		



4. Des factures émises par des entités différentes selon les activités

Les factures adressées aux clients témoignent de la complexité de l'organigramme.


1. Les ventes en propre sur le site marchand.

Les achats de biens auprès d'Amazon sont facturés par la succursale française Amazon EU SARL, dont le siège est au Luxembourg.²⁰ Il en va de même de l'abonnement Amazon Prime.²¹ Il est donc possible que la succursale déclare bien le chiffre d'affaires correspondant au fisc français. **La question reste de savoir quel est le bénéfice déclaré.** On peut imaginer qu'il est négligeable compte tenu des prix de transfert (voir la partie 5).

²⁰ <https://www.amazon.fr/gp/help/customer/display.html?nodeId=GLSBYFE9MGKKQXXM>

²¹ <https://www.amazon.fr/gp/help/customer/display.html?nodeId=G2B9L3YR7LR8J4XP>




Facture

Payé
 Vendu par Amazon EU S.à r.l., Succursale Française
 TVA FR12487773327

Date de la facture/Date de la livraison: [REDACTED]
 Numéro de la facture: [REDACTED]
 Total à payer: 199,00 €

FR

Pour toute question concernant votre commande, merci de vous rendre sur notre site internet www.amazon.fr/contact-us

Adresse de facturation

[REDACTED]
[REDACTED]
FR

Adresse de livraison

[REDACTED]
[REDACTED]
FR

Vendu par

Amazon EU S.à r.l., Succursale Française
 67 Boulevard du General Lederc
 Clichy 92110
 France
 TVA FR12487773327

Informations de la commande

Date de la commande: [REDACTED]
 Numéro de la commande: [REDACTED]

Détails de la facture

Description	Qté	Prix Unitaire HT	Taux TVA	Prix Unitaire TTC	Total TTC
Yamaha - THR5H - Amplificateur Guitare à Modélisation - Crème ASIN: B0090Y7T36	1	165,83 €	20 %	199,00 €	199,00 €
Livraison		4,16 €		4,99 €	4,99 €
Remise		-4,16 €		-4,99 €	-4,99 €
Facture Total				199,00 €	
		Taux TVA		Total HT	TVA
		20 %		165,83 €	33,17 €
	Total			165,83 €	33,17 €

Nos prix des équipements électriques et électroniques incluent l'éco-participation, conformément à l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement.
 LU-810-04
 Amazon EU S.à r.l. - 38 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
 R.C.S. Luxembourg - B 101818
 Amazon EU S.à r.l., Succursale Française - 67 Boulevard du Général Lederc, 92110 Clichy, France
 SIREN : 487773327 • RCS Nanterre • APE : 4791B • TVA : FR 12487773327

Page 1 de 1



FACTURE

Amazon EU S.à r.l., Succursale Française
67 Boulevard du General Leclerc
Clichy 92110
France
TVA: FR12487773327

Date de la commande: .05.2020
Date de la provision: .05.2020
Numéro de la commande: [REDACTED]

À l'attention de:
[REDACTED]
[REDACTED]
FR

Date de la facture/Date de la livraison: .05.2020
Numéro de la facture: [REDACTED]

Qté	Description	Prix Unitaire HT	Taux TVA	Prix Unitaire TTC	Prix Total TTC
1	Prime Membership Fee	40,83 €	20 %	49,00 €	49,00 €
TOTAL:					49,00 €

Détails de la TVA:

Montant HT	Taux TVA	Montant TVA
40,83 €	20 %	8,17 €
TOTAL:		8,17 €



Les livres numériques sont eux vendus par Amazon Media EU SARL, filiale luxembourgeoise **qui ne dispose pas de succursale en France**. Voici un exemple de commande avec un ebook gratuit.

The screenshot shows the Amazon.fr order summary for a digital product. The order number is [redacted]. The total amount is EUR 0,00. The product is 'L'Iliade et l'Odyssee' (Kindle edition) by Homère, sold by Amazon Media EU S.à r.L. The price is EUR 0,00. The summary table is as follows:

Destinataire :	Articles commandés	Prix
[redacted]	L'Iliade et l'Odyssee[Édition Kindle] De : Homère Vendu par : Amazon Media EU S.à r.L. Qté : 1	EUR 0,00
		Sous-total articles : EUR 0,00
		Montant total : EUR 0,00
		Taxe: EUR 0,00
		Total pour cette commande : EUR 0,00

The screenshot shows the Amazon Music app page on the Amazon.fr Appstore. The app is available for free download. The price is 'Téléchargement Gratuit' (Free download). The app is sold by Amazon Media EU Sarl. The app is available for instant download. The app is available in German, English, Spanish, French, Italian, Japanese, and Portuguese. The app requires access to Wi-Fi and network information. The app is available for Android and Amazon Appstore. The app is available for instant download. The app is available for instant download. The app is available for instant download.



2. Les services aux vendeurs tiers.

Les vendeurs tiers sont **directement facturés par Amazon Service Europe Sarl, depuis le Luxembourg**. L'entreprise dispose bien d'une succursale en France, ouverte en décembre 2019.²² Celle-ci ne semble pas utilisée.²³

amazon services
Europe

FACTURE POUR LA TVA

Date de la facture: 28/02/2021
Facture n°: [REDACTED]

Nom du vendeur: [REDACTED]
Adresse du vendeur: [REDACTED], FR
Numéro de TVA intracommunautaire: FR: [REDACTED]

Nom du fournisseur: Amazon Services Europe S.à r.l.
Adresse du fournisseur: 38 avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg
Numéro de TVA intracommunautaire: LU19647148

Date	Libellé	Prix(hors TVA)	Taux TVA%	TVA	Total
01/02/2021	Frais de vente	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
01/02/2021	Frais de vente	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
01/02/2021	Frais de vente	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
04/02/2021	Frais de vente	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
04/02/2021	Frais de vente	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
	TOTAL	EUR [REDACTED]		EUR 0.00	EUR [REDACTED]

Le client est redevable de la TVA sur ce service fourni (Service Article 44 Directive Européen 2006/112/EC. TVA due par le preneur en application de la directive Européen (2006/112/CE) art.196).

À noter : cette facture électronique pour la TVA ne tient pas lieu de demande de règlement. Une signature électronique avancée figure en pièce jointe de cette facture.

Vous pouvez à tout moment consulter [Votre compte vendeur](#).

Amazon Services Europe S.à r.l., 38 avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg
R.C.S. Luxembourg: B 93815; Autorisation d'établissement: 100416 No. de TVA intracommunautaire : LU19647148
Marketplace Amazon.fr - Amazon Services Europe S.à r.l.

²² <https://www.societe.com/etablissement/amazon-services-europe-sarl-succursale-francaise-88025996500023.html>

²³ Entretien avec des vendeurs tiers français.



FACTURA

Fecha de la factura: 31/03/2021

Número de la factura: [REDACTED]

Nombre del vendedor: [REDACTED]

Dirección del vendedor: [REDACTED]

[REDACTED] FR

Número de IVA del vendedor: [REDACTED]

Nombre del proveedor:

Amazon Services Europe S.à r.l.

Dirección del proveedor:

38 avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxemburgo

Número de IVA del proveedor: LU19647148

Fecha	Descripción	Precio (IVA excluido)	% de IVA	IVA	Total
17/03/2021	[REDACTED]	-EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	-EUR [REDACTED]
17/03/2021	[REDACTED]	-EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	-EUR [REDACTED]
17/03/2021	[REDACTED]	-EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	-EUR [REDACTED]
31/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
31/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
31/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
	TOTALES	-EUR [REDACTED]		EUR 0.00	-EUR [REDACTED]

El adquirente o destinatario será el deudor del IVA para esta factura (Artículo 44 de la Directiva 2006/112/CE del Consejo. Se aplica la autoliquidación de conformidad con el Artículo 196 de la Directiva 2006/112/CE del Consejo).

Tenga en cuenta que esta factura no es una solicitud de pago. La firma electrónica ha sido adjuntada a la presente factura electrónica.

Amazon Services Europe S.à r.l. , 38 avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxemburgo
N de Inscripción Luxemburgo: B 93815; N° de Licencia: 100410; N° de IVA LU19647148

Amazon.es - Amazon Services Europe S.à r.l.



RECHNUNG

Rechnungsdatum: 31/03/2021

Rechnungsnr: [REDACTED]

Name des Verkäufers:

[REDACTED]

Adresse des Verkäufers:

[REDACTED]

[REDACTED], FR

UStID des Verkäufers:

[REDACTED]

Name des Anbieters:

Amazon Services Europe S.à r.l.

Adresse des Anbieters:

38 avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxemburg

UStID des Anbieters: LU19647148

Datum	Dienstleistung	Preis(ohne Ust.)	USt.%	USt.	Gesamtsumme
10/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
10/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
10/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
15/03/2021	[REDACTED]	EUR [REDACTED]	0.00%	EUR 0.00	EUR [REDACTED]
	GESAMT	EUR [REDACTED]		EUR 0.00	EUR [REDACTED]

Steuerschuldnerschaft des Leistungsempfängers – Leistungsempfänger Steuerschuldner gemäss Art. 44 und 196 der MwSt Richtlinie 2006/112/EG.

Bitte beachten Sie, dass diese Rechnung keine Zahlungsaufforderung ist. Eine qualifiziert digitale Signatur wurde dieser elektronischen Rechnung beigefügt.

Amazon Services Europe S.à r.l., 38 avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxemburg
R.C.S. Luxembourg: B 93815; Niederlassungsgenehmigung: 100416 UStID N° LU19647148

Amazon.de - Amazon Services Europe S.à r.l.



3. Amazon Web Services

Les clients français d’AWS reçoivent une facture de la succursale française d’Amazon Web Services EMEA SARL, basée au Luxembourg. Cette entreprise dispose de 4 établissements en France.²⁴

VAT Invoice

Email or talk to us about your AWS account or bill, visit console.aws.amazon.com/support.
More information regarding your services charges is available by accessing your Billing Management Console

Account number:
[REDACTED]

Issued to Address:
[REDACTED]
[REDACTED] FR

Invoice Summary

VAT Invoice Number:	[REDACTED]
VAT Invoice Date:	August 3, 2018
TOTAL AMOUNT	EUR [REDACTED]

This VAT Invoice is for the billing period July 1 - July 31, 2018

This is not a bill as these charges have been applied to AWS Bill # [REDACTED]. You have selected EUR as your preferred payment currency.

Invoice Summary

	Charges	Credits	Net Charges (After Credits, excl. VAT)	VAT 20%	Total
AWS EMEA Service Charges	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]
Total for this Invoice (1 USD = 0.81546 EUR)	EUR [REDACTED]	EUR [REDACTED]	EUR [REDACTED]	EUR [REDACTED]	EUR [REDACTED]

Detailed Usage

	Charges (Excl. VAT)	Credits	Net Charges (After Credits, excl. VAT)	VAT 20%	Total
Account # [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]
Amazon Elastic Compute Cloud	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]	USD [REDACTED]

AMAZON WEB SERVICES EMEA SARL
5 RUE PLAETIS, L-2338 LUXEMBOURG
R.C.S. LUXEMBOURG: B 186284

Amazon Web Services EMEA SARL, succursale française
31 place des Corolies, Tour Carpe Diem, 92400 Courbevoie, France
SIREN : 831 001 334 • RCS Nanterre • APE : 6311Z • TVA : FR30831901334

²⁴ <https://www.societe.com/etablisements/amazon-web-services-emea-sarl-831001334.html>



5. Prix de transfert : un système de refacturation de frais entre Paris, Luxembourg et les USA qui annule les bénéfices

Un enjeu : compresser les bénéfices en France et au Luxembourg

Amazon utilise les prix de transfert pour augmenter ses charges et abaisser son bénéfice dans les pays où la fiscalité est élevée. Elle évite ainsi une part de l'impôt sur les sociétés en France et en Europe. Les prix de transfert prennent la forme de services intragroupes chèrement payés pour déplacer les bénéfices d'une structure à une autre. Dans les comptes, ils sont fondus à l'intérieur de la catégorie "Autres achats et charges externes".

Compte de résultat d'Amazon Online France

	France	Expenses et Travaux Interentreprises	Total	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				0
Produits exceptionnels sur opérations en capital				0
Reprises sur provisions et transfert de charges				0
Total des produits exceptionnels (7)				0
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (80a)				0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				0
Solaires exceptionnelles aux amortissements et provisions				0
Total des charges exceptionnelles (7)				0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (80 - 90)				31 835
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				767 625
Impôts sur les bénéfices				31 835
TOTAL DES PRODUITS (8+9+10+11)				318 297
TOTAL DES CHARGES (81+82+83+84+85+86+87+88+89)				330 913
5 - BÉNÉFICE OU PÉRIE (Total des produits - total des charges)				31 835
(7) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme				0
(8) Dont produits de locations immobilières				0
(9) Produits d'exploitation affectés à des exercices antérieurs (à déduire au (8) ci-dessus)				0
(10) - Crédit fiscal mobilisable *				0
(11) - Crédit fiscal immobilisable				0
(12) Dont charges d'exploitation affectées à des exercices antérieurs (8)				0
(13) Dont produits concernant les entreprises liées				713
(14) Dont intérêts concernant les entreprises liées				3 229
(15) Dont dons faits à des organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.T.)				0
(16) Dont transferts de charges				0
(17) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)				0
(18) Dont réductions pour concessions de brevets, de licences (produits)				0
(19) Dont réductions pour concessions de brevets, de licences (charges)				0
(20) - Amortissements - Dépréciations				0
(7) Débit des produits et charges exceptionnels en ce cadre et transfert, profits en état de même mode				0
Charges exceptionnelles				31 835
Produits exceptionnels				0
(8) Total des produits et charges sur exercices antérieurs				0
Charges externes				0
Produits externes				0

Pour les filiales Françaises : un bénéfice calibré à minima

Comme on l'a vu précédemment, les filiales d'Amazon en France sont des centres de coûts directement payées par Amazon Luxembourg. Leur bénéfice est donc virtuel et calculé une fois les coûts réalisés avec une clé de répartition qui respecte les frais minimaux légalement acceptables. On constate chaque année un bénéfice calibré entre 8 et 10% des coûts pour Amazon France Logistique.



Pour les succursales : un bénéfice supprimé par les frais externes

La succursale française d'Amazon EU est pour sa part un centre de profits. C'est elle qui reçoit les paiements des Français lorsqu'ils achètent un produit sur Amazon.fr, hors marketplace. C'est elle qui encaisse un chiffre d'affaires particulièrement important de l'ordre de 8 milliards d'euros en 2020 (suivant mon estimation) directement au profit d'Amazon EU Luxembourg.

A ce jour, Amazon refuse de dire publiquement le montant total du chiffre d'affaires circulant par cette succursale ainsi que le bénéfice qui est calculé au niveau français.

On peut néanmoins supposer que si Amazon déclare ses revenus dans le cadre d'un établissement stable, alors il appliquera les mêmes ratios de frais extérieurs dans la relation Succursale France vers Amazon EU Luxembourg que dans la relation Amazon EU Luxembourg - Amazon Europe Core Sarl : C'est à dire une annulation complète et totale des bénéfices.

En effet, en 2019, Amazon EU affiche 32 milliards d'euros de chiffre d'affaires (incluant les ventes françaises) avec un déficit (bénéfice négatif). On remarque immédiatement que ses charges externes sont particulièrement importantes : 8,6 milliards d'euros. Avec les autres charges, en premier lieu les achats de marchandises (24 milliards d'euros), le résultat net après impôt devient négatif à -703 millions d'euros.²⁵

De la même manière, les profits générés dans les différents pays remontent vers la filiale luxembourgeoise Amazon Europe Core SARL, puis vers Amazon.com Inc, dans le Delaware.

En l'état de la législation, **une telle optimisation n'est pas illégale tant que les prix de transferts utilisés correspondent bien à leur valeur de marché. C'est là un point qu'il est difficile d'apprécier et les entreprises comme Amazon en jouent.**

En octobre 2017, la Commission européenne a dénoncé **un accord fiscal illicite entre Amazon et le Luxembourg, effectif de 2004 à 2014.** Suivant cet accord, près des trois-quarts des bénéfices remontés au Luxembourg échappaient à l'imposition. Amazon a ainsi supporté quatre fois moins d'impôts que d'autres sociétés locales soumises aux mêmes règles fiscales nationales. La Commission européenne réclame la restitution au Luxembourg de 250 millions d'euros.²⁶

²⁵ <https://www.pappers.fr/entreprise/amazon-eu-sarl-487773327/comptes/AMAZON%20EU%20SARL%20-%20Comptes%20sociaux%202019%2023-04-2020.pdf>

²⁶ https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/10/04/la-commission-europeenne-sanctionne-amazon-au-luxembourg-et-apple-en-irlande_5196039_3214.html



Extrait des comptes déposés par Amazon EU Luxembourg

COMPTE DE PROFITS ET PERTES						
	Référence(s)	Exercice courant		Exercice précédent		
1. Chiffre d'affaires net	1701	701	<u>32,185,076,598</u>	702	<u>27,888,283,107</u>	
2. Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	1703	703	<u>—</u>	704	<u>—</u>	
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif	1705	705	<u>—</u>	706	<u>—</u>	
4. Autres produits d'exploitation	1713	713	<u>4,211,887</u>	714	<u>2,427,049</u>	
5. Matières premières et consommables et autres charges externes	1671	671	<u>(32,489,202,567)</u>	672	<u>(27,960,544,140)</u>	
a) Matières premières et consommables	1601	601	<u>(23,864,687,932)</u>	602	<u>(20,510,873,548)</u>	
b) Autres charges externes	1603	603	<u>(8,624,514,635)</u>	604	<u>(7,449,670,592)</u>	
6. Frais de personnel	1605	16 & 17	605	<u>(438,977,978)</u>	606	<u>(416,300,762)</u>
a) Salaires et traitements	1607	607	<u>(358,639,133)</u>	608	<u>(343,577,711)</u>	
b) Charges sociales	1609	609	<u>(80,338,845)</u>	610	<u>(72,723,051)</u>	
i) couvrant les pensions	1653	653	<u>(27,115,336)</u>	654	<u>(23,284,480)</u>	
ii) autres charges sociales	1655	655	<u>(53,223,509)</u>	656	<u>(49,438,571)</u>	
c) Autres frais de personnel	1613	613	<u>—</u>	614	<u>—</u>	
7. Corrections de valeur	1657	657	<u>(90,991,350)</u>	658	<u>(92,761,461)</u>	
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	1659	3 & 4	659	<u>(30,104,563)</u>	660	<u>(20,973,372)</u>
b) sur éléments de l'actif circulant	1661	6 & 7	661	<u>(60,886,787)</u>	662	<u>(71,788,089)</u>
8. Autres charges d'exploitation	1621	18	621	<u>(165,675,639)</u>	622	<u>(114,365,787)</u>

Note 15 - Autres charges externes

Les autres charges externes concernent les opérations de la Société, y compris la prestation de services des entreprises liées.



6. Les chiffres dévoilés publiquement par le directeur général : une volonté d'enfumage ?

Enquête sur le chiffre d'affaires déclaré

Le 23 juillet 2019, le directeur général d'Amazon EU, Monsieur Frédéric Duval, a été auditionné par la **commission d'enquête parlementaire sur la situation et les pratiques de la grande distribution**.²⁷ Sous serment, Monsieur Duval se devait de répondre aux questions des enquêteurs en toute honnêteté. Ce qui devait être un exercice de transparence fut **une remarquable démonstration d'évitement des questions et des réponses**. A cette occasion, j'ai eu l'occasion de lui poser une dizaine de questions, sur les entités de facturation et les impôts, sur les frais de la Marketplace ou encore sur les effets de la pression concurrentielle sur la Marketplace. **Je n'ai reçu aucune réponse satisfaisante**. Relancé par courrier, toujours dans le cadre de la commission d'enquête, Amazon s'est une nouvelle fois évertuée à répondre à côté.

Audition de Frédéric Duval par la commission d'enquête sur la situation et les pratiques de la grande distribution Mardi 23 juillet 2019



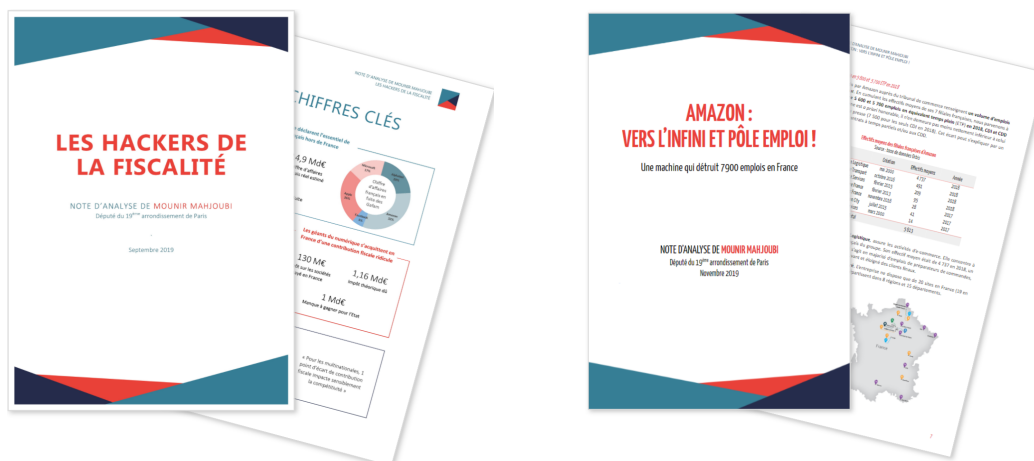
En septembre 2019, j'ai publié avec mon équipe **une note qui évaluait le vrai chiffre d'affaires français de Google, Apple, Facebook et Amazon**. Nous avons alors estimé le chiffre d'affaires 2018 d'Amazon à 4,1 milliards d'euros en 2018.²⁸ *A posteriori*, ce chiffre était très sous-estimé.

Par la suite, en novembre 2019, nous avons publié **une note pour estimer l'impact d'Amazon sur les emplois du commerce de détail** (et non sur l'emploi français en général, comme certains commentateurs ont pu le prétendre).²⁹ Ces deux publications ont fait monter d'un cran la pression médiatique et politique exercée sur Amazon.

²⁷ https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cegrdist/115cegrdist1819092_compte-rendu

²⁸ <http://d.mounirmahjoubi.fr/HackersDeLaFiscaliteMahjoubi.pdf>

²⁹ <https://d.mounirmahjoubi.fr/AmazonVerslinfiniEtPoleEmploi.pdf>



Coïncidence ou cause à effet, le directeur d'Amazon France s'est exprimé quelques mois après, en décembre 2019, pour (enfin !) dévoiler le chiffre d'affaires français de son entreprise : 4,5 milliards d'euros en 2018.³⁰ L'annonce sera réitérée l'année suivante : 5,7 milliards d'euros en 2019.

Peu de détails entourent ce chiffre d'affaires annoncé.

Est-il *"toutes taxes comprises"*, comme les estimations de marché publiées par l'Institut Kantar ?³¹ Ou est-il *"hors taxes"*, comme il est d'usage de présenter les ventes des entreprises ? A défaut de précision, nous le considérons comme étant *"hors taxes"* ; cette option étant la plus vraisemblable.

Mais alors quelles activités recouvre ce montant ? En décembre 2020, à l'occasion d'une audition par la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, j'ai demandé à Monsieur Duval d'en faire toute la lumière. Il s'est limité à répondre que ce montant concernait *"toutes les activités réalisées en France."* **Une telle avarice en chiffres et en explications ne peut qu'alimenter la suspicion des Français et des élus. Et il est fort à parier qu'Amazon se refuse aux détails car il omet volontairement certains revenus obtenus de clients français.** A chacun, donc, d'interpréter comme il le souhaitera.

Audition de Frédéric Duval par la commission des Affaires économiques
Mercredi 9 décembre 2020



³⁰ https://www.lepoint.fr/economie/pour-la-premiere-fois-amazon-devoile-le-montant-de-ses-impots-en-france-18-12-2019-2353997_28.php

³¹ <https://www.kantar.com/fr/inspirations/consommateurs-acheteurs-et-distributeurs/2019-2018--croissance-de-11-pourcent-des-depenses-en-ligne-en-france?par=fr/A-la-une/croissance-ecommerce-2018>



Il est probable que Monsieur Duval restreigne volontairement ses propos et ses chiffres aux seules entités françaises dont il a la charge, en sa qualité de directeur général d'Amazon EU. En France, Amazon est un ensemble d'entités n'appartenant pas aux mêmes filiales et ayant des dirigeants différents. Ainsi, Monsieur Duval a pu s'exprimer uniquement sur le chiffre d'affaires des filiales pour lesquelles il est le dirigeant, c'est-à-dire celles directement liées à Amazon EU. Aussi, **son chiffre couvrirait les ventes en propre d'Amazon.fr et les abonnements Amazon Prime.**

A l'inverse, **les autres sources de chiffre d'affaires ne seraient pas prises en compte dans ses déclarations :**

- **Les frais perçus de la Marketplace**, rattachés à la filiale luxembourgeoise Amazon Services Europe dirigée par Patrick Labarre ;
- **AWS** dirigée par Julien Groues, qui dispose d'une succursale en France mais extérieure à Amazon EU ;
- **Les abonnements hors Amazon Prime** (Kindle, Music...) facturés par Amazon Media EU, qui ne dispose pas de succursale en France ;
- **Les ventes de produits numériques** par Amazon Media EU.

Enquête sur la contribution obligatoire déclarée

Les prélèvements obligatoires français d'Amazon ont également été dévoilés par Monsieur Duval dans les médias : 250 millions d'euros en 2018 et 420 millions en 2019.³² Attention toutefois : **ces montants couvrent absolument toutes les contributions du groupe, même celles qui ne sont habituellement pas compilées par les entreprises lorsqu'elles s'adonnent à cet exercice.** Pêle-mêle, sont ainsi comprises les taxes locales, les cotisations patronales et salariales, la CSG et l'impôt sur les sociétés, ainsi que la part de TVA facturée par ses filiales au donneur d'ordre luxembourgeois (exemple : TVA facturée par Amazon France Logistique à Amazon EU).

Pour reconstituer ces 420 millions d'euros, nous avons pris pour hypothèse que Monsieur Duval s'est appuyé sur les chiffres des filiales françaises d'Amazon constituées en sociétés, sans tenir compte des succursales. Cela permettrait à Monsieur Duval de "dévoiler" un chiffre qui peut déjà être calculé par des données publiques... donc de ne rien dévoiler du tout.

Comme l'indique le tableau suivant, en faisant la somme, pour les filiales françaises (sans tenir compte des succursales), de toutes les taxes d'exploitation, des charges sociales, des impôts sur les bénéfices et de la TVA facturée par ses filiales, nous nous approchons du chiffre renseigné par Monsieur Duval. **Dans cet ensemble, l'impôt sur les bénéfices des filiales françaises n'est que de 23,8 millions d'euros en 2019.**

Ainsi, la TVA des ventes en propre d'Amazon.fr, facturée par la succursale d'Amazon EU, ne sont ici pas comptabilisées. C'est là une certitude : si Monsieur Duval avait inclus ce montant dans son chiffre, la contribution obligatoire annoncée aurait été supérieure à 800 millions d'euros en 2019.³³

³² Les prélèvements obligatoires pour 2019 ont été annoncés lors de l'audition de Monsieur Frédéric Duval du 9 décembre 2021 par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

³³ Pour estimer la TVA sur les ventes en propre d'Amazon.fr facturée par la succursale d'Amazon EU, nous partons du chiffre d'affaires HT de cette entité, dévoilé pour l'année 2017 par Capital (<https://www.capital.fr/entreprises-marches/voici-combien-amazon-pese-vraiment-en-france-et-combien-il-paye-dimpots-1328475>), puis nous appliquons la croissance des ventes mondiales en propre d'Amazon pour approximer son chiffre d'affaires 2019.



Année 2019	CA HT	Impôts sur les bénéfices	Impôts d'exploitation	Charges sociales
Amazon France Logistique SAS	576.6	17.3	13.3	65.8
Amazon Data Services France SAS	106.0	0.4	1.4	1.9
Amazon France Transport SAS	390.4	3.6	3.8	15.4
Amazon Online France SAS	232.6	0.8	6.6	5.1
Amazon France Services SAS	47.4	1.2	0.9	9.3
Amazon Technological Services	25.1	0.4	0.4	1.6
Amazon Ciy SAS	12.38	0.05	0.0	0.40
Total	1,390.5	23.8	26.4	99.5
TVA 20%	278.1			

Contribution totale reconstituée	427.7 M€
----------------------------------	-----------------



7. Essai de reconstitution du chiffre d'affaires réel d'Amazon en France

Le refus d'Amazon de jouer le jeu de la transparence m'a conduit à m'intéresser de plus près à ses activités, à mieux comprendre la structuration du groupe en France et en Europe, et à me plonger dans les comptes financiers de ses multiples entités. Mon enquête avait un objectif : **appréhender le chiffre d'affaires réel d'Amazon en France et estimer le manque à gagner fiscal imputable à ses pratiques d'optimisation.**

Mes recherches m'amènent à penser que le chiffre d'affaires français d'Amazon aurait dépassé l'an dernier le seuil symbolique des 10 milliards d'euros. En croisant diverses données publiques et en formulant certaines hypothèses, **j'estime en effet les ventes réalisées auprès de clients français à 13 milliards d'euros. Le bénéfice correspondant serait supérieur à 800 millions d'euros. L'impôt sur les sociétés devrait ainsi s'élever à plus de 200 millions d'euros.**

Estimation des ventes auprès de clients français	Bénéfice correspondant	Impôt sur les sociétés correspondant
13 Md€	+800 M€	+200 M€

CA 2020 estimés	CA HT Md€
Ventes en propre	8
Frais Marketplace	2.3
AWS	1.6
Amazon Prime	0.270
Autres abonnements	0.555
Publicité	0.333
Total	13.1

La méthode d'appréciation s'appuie sur les déclarations du directeur général d'Amazon France et suppose que le chiffre d'affaires annoncé est incomplet. C'est en effet ce qu'amène à penser sa réponse lacunaire lorsque les députés de la commission des Affaires économiques l'ont interrogé sur les ventes concernées. Pour seul éclairage, nous avons appris qu'il s'agissait de *"toutes les activités réalisées en France"* et, réciproquement, que *"les activités qui ne sont pas réalisées en France ne sont pas dans ce chiffre"*.

Nous supposons que le montant annoncé publiquement par Monsieur Duval de 5,7 milliards d'euros en 2019 ne couvre que les revenus rattachés à Amazon EU, dont Monsieur Duval est dirigeant, soit :

- **Les ventes en propre sur Amazon.fr**, facturées directement par la succursale française d'Amazon EU ;



→ **Les abonnements Amazon Prime**, également facturés par la succursale française d'Amazon EU.

Les revenus rattachés aux entités tierces ne seraient ainsi pas comprises dans son chiffre, soit :

- **Les frais perçus de la Marketplace** facturés par Amazon Service Europe ;
- **Les ventes de produits numériques et les abonnements à une offre culturelle facturés** par Amazon Media EU ;
- **Les revenus de la publicité** collectés par Amazon Online France SAS, filiale dépendante d'Amazon Europe Core ;
- **Les revenus collectés par la succursale française d'AWS**, également dépendante d'Amazon Europe Core.

Extrapolation du chiffre d'affaires déclaré à l'année 2020

En France comme ailleurs dans le monde, 2020 a été une formidable année pour Amazon. Suivant les propos de Monsieur Duval, tenus en novembre dernier sur RMC, **le chiffre d'affaires français s'inscrivait en hausse de "40 à 50% sur un an"**.³⁴ Cette annonce est en phase avec la croissance du chiffre d'affaires de la filiale luxembourgeoise Amazon EU en 2020 : +49%. A l'échelle mondiale, les ventes d'e-commerce en propre d'Amazon ont progressé de 40% en 2020. En appliquant une progression de 45% au chiffre déclaré l'année précédente (5,7 milliards d'euros), nous parvenons à un chiffre d'affaires de 8,3 milliards d'euros pour 2020.

Appréciation des activités comprises dans le chiffre annoncé

Appréciation du revenu Amazon Prime

Nous estimons la valeur des abonnements à Amazon Prime à 271 millions d'euros en 2020.

Suivant le Baromètre de la vidéo à la demande du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), 26,1% des foyers français disposant d'une connexion à internet³⁵ étaient abonnés à Amazon Prime en décembre 2020.³⁶ Cela représente 6,6 millions de ménages. Nous supposons que ceux-ci ont souscrit à l'offre annuelle et ont donc individuellement déboursé 49 euros TTC. Le chiffre d'affaires français d'Amazon Prime serait ainsi de 326 millions d'euros TTC, soit 271 millions d'euros HT.

Ce volume peut être quelque peu surestimé car, évidemment, tous les ménages n'ont pas souscrit à l'offre annuelle. Certains se sont orientés vers l'abonnement mensuel de 5,99 euros. L'offre annuelle devenant la plus avantageuse au bout de 8 mois, les Français qui ont conservé une offre mensuelle au-delà de cette période ont généré un "surplus" de revenu pour Amazon ; et contribuent ainsi à rééquilibrer notre estimation. De même, les Français ayant souscrit en 2020 l'abonnement mensuel, pour tester, avant de passer à l'abonnement annuel ont aussi généré un surplus de revenu pour Amazon. Autre facteur contribuant à surestimer quelque peu le marché : les étudiants bénéficient d'un abonnement à tarif préférentiel (24 euros par an).

Appréciation des ventes directes

³⁴ <https://rmc.bfmtv.com/emission/confinement-nous-sommes-entre-40-et-50percent-de-chiffre-d-affaires-sur-un-an-indique-le-directeur-general-d-amazon-france-sur-rmc-2005560.html>

³⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5057474>

³⁶ https://www.cnc.fr/documents/36995/961345/Barom%C3%A8tre+de+la+vid%C3%A9o+%C3%A0+la+demande+%28V%C3%A0D_V%C3%A0DA%29++d%C3%A9cembre+2020.pdf/b2a669a9-c091-ff2e-ad6e-478cd3de5abf



Nous apprécions les ventes directes d'Amazon.fr en déduisant du chiffre annoncé par Monsieur Duval (5,7 milliards d'euros en 2019, extrapolés à 8,3 milliards en 2020) les revenus des abonnements Amazon Prime. Ce faisant, nous estimons que les ventes directes se sont élevées à 8 milliards d'euros en 2020.

Appréciation des activités non comprises dans le chiffre annoncé

Appréciation des frais de la Marketplace

Pour apprécier les revenus d'Amazon générés par sa Marketplace française, il nous faut d'abord apprécier le volume d'activité des vendeurs tiers.

Suivant l'appréciation des ventes en propre, nous considérons les ventes de la Marketplace à 8,6 milliards d'euros et le volume d'affaires d'Amazon.fr (ventes en propre + vendeurs tiers) à 16 milliards d'euros. Ce chiffre s'obtient en utilisant le poids des vendeurs tiers dans le volume d'affaires français d'Amazon (52% en 2019 d'après Kantar³⁷). En appliquant le taux de prélèvement mondial d'Amazon sur les ventes de ses Marketplaces (26,8% en 2020³⁸), nous parvenons à un chiffre d'affaires lié aux frais des ventes de la Marketplace française de 2,3 milliards d'euros.

Appréciation des abonnements hors Amazon Prime

Nous supposons ici que le ratio mondial des abonnements sur le volume d'affaires (ventes propres + Marketplace) peut être extrapolé à la France. Le ratio est de 5,1%, et le volume d'affaires français de 16 Md€. Ainsi, nous obtenons une appréciation des revenus de tous les abonnements à hauteur de 855 M€. La valeur pour les abonnements hors Amazon Prime s'obtient en déduisant notre estimation du revenu d'Amazon Prime (290 M€) : 583 millions d'euros.

Appréciation du chiffre d'affaires de la publicité

Suivant les comptes déposés au tribunal de commerce, la filiale Amazon Online France, qui gère en France le service de publicité, a dégagé un chiffre d'affaires de 333 millions en 2020.³⁹

Appréciation du revenu lié à AWS

Pour les revenus liés à AWS, nous nous appuyons sur la répartition mondiale des revenus d'Amazon (en retirant le segment des ventes physiques car celui-ci n'est pas présent en France). AWS représente 12% du chiffre d'affaires mondial hors ventes physiques. En appliquant ce ratio à notre approximation du chiffre d'affaires français, nous parvenons à un revenu de 1,6 milliard d'euros.

Estimation du "vrai" chiffre d'affaires obtenu de clients français

En partant du chiffre d'affaires annoncé par Monsieur Duval pour 2019 (5,7 milliards d'euros), en l'extrapolant à l'année 2020 (8,3 milliards d'euros) et en y ajoutant nos appréciations des recettes de la Marketplace et d'AWS, nous parvenons à un chiffre d'affaires global d'environ 13 milliards d'euros.

Estimation du bénéfice correspondant

Il va sans dire qu'Amazon évite toute communication sur les impôts français qu'il aurait à honorer s'il ne faisait pas fuiter ses profits vers le Luxembourg. Pour estimer le "vrai" bénéfice français, nous nous appuyons sur la marge nette mondiale d'Amazon. En 2020, son bénéfice avant impôt a

³⁷ <https://kantar.com/fr/inspirations/consommateurs-acheteurs-et-distributeurs/2020-amazon-croit-plus-vite-que-le-e-commerce-en-france>

³⁸ Croisement de données du formulaire 10-K (Third-Party seller services) et du site <https://www.marketplacepulse.com/articles/amazon-gmv-in-2020> (ventes des marketplaces).

³⁹ <https://www.pappers.fr/entreprise/amazon-city-sas-812554525/comptes/AMAZON%20CITY%20SAS%20-%20Comptes%20sociaux%202020%2023-03-2021.pdf>



représenté 6,3% de son chiffre d'affaires global. Appliqué aux revenus français, ce taux nous renseigne un bénéfice avant impôt supérieur à 800 millions d'euros.

Estimation de l'impôt sur les sociétés correspondant

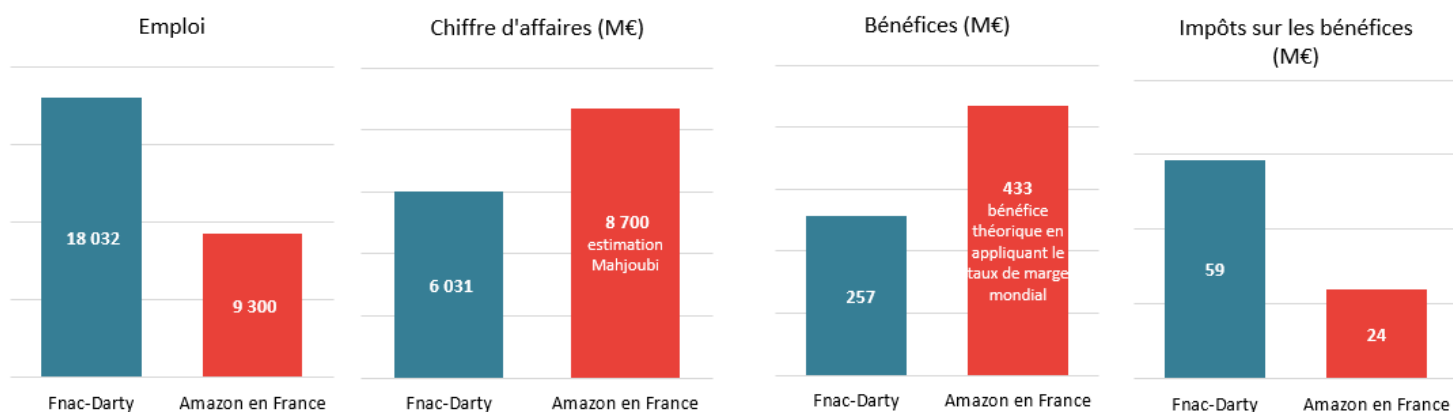
Suivant un taux d'impôt sur les sociétés en 2020 de 28% en France, Amazon aurait dû s'acquitter de plus de 200 millions d'euros en 2020.

Estimation du volume d'affaires

L'emprise d'Amazon sur le e-commerce français ne peut s'appréhender par ses seules ventes en propre. Il est en effet nécessaire de considérer l'ampleur de sa Marketplace. En cumulant les ventes en propre et celles des vendeurs tiers, nous approximons un volume d'affaires de plus de 16 milliards d'euros en 2020.

Comparaison avec Fnac-Darty

Pour l'année 2019.⁴⁰



⁴⁰ Les données françaises Fnac Darty proviennent du rapport annuel 2020 de l'entreprise (https://www.fnacdarty.com/wp-content/uploads/2020/04/FNAC_DARTY_URD_2019_VF_PDFinteractif.pdf). L'emploi d'Amazon provient du site <https://www.aboutamazon.fr>. Le chiffre d'affaires français d'Amazon est mesuré pour l'année 2019 suivant la méthode exposée dans cette note. Le bénéfice théorique d'Amazon en France est estimé suivant le taux de marge mondial d'Amazon en 2019 (5%). Le bénéfice de Fnac Darty ici présenté est le résultat opérationnel courant français. L'impôt sur les bénéfices français de Fnac Darty correspond à l'impôt consolidé au prorata du poids de la France dans le chiffre d'affaires consolidé. L'impôt sur les bénéfices d'Amazon est celui payé par ses filiales françaises.



8. Les enjeux de la prise en compte du bénéfice par pays dans le cadre des évolutions de la taxation mondiale des géants du numérique

Cette stratégie d'évitement, portée par Amazon et son représentant en France, Frédéric Duval, est manifestement perdante. Car à force d'opacifier, de frôler l'irrespect envers les représentants de la Nation, de rompre la confiance avec les citoyens, les règles du jeu finissent par changer.

Les autorités sont poussées à sévir, à réguler, et enfin, **les négociations reprennent !**

Pour contrer les pratiques d'évitement fiscal des grandes multinationales, et notamment des géants du numérique, l'OCDE a proposé en 2016, dans le cadre de son programme BEPS initié en 2012, deux idées novatrices :

1. **Une nouvelle répartition des droits à taxer entre les Etats pour les services numériques.** Le lieu d'imposition serait alors défini par une nouvelle notion : l'établissement stable virtuel.
2. **La création d'un impôt minimum mondial sur les sociétés.**

Les Etats-Unis s'y sont d'abord opposés, souhaitant notamment que le premier pilier soit facultatif pour leurs champions du numérique. C'est ce qui a conduit la France, puis l'Italie et l'Espagne, à lancer en 2019 une taxe nationale sur les services numériques (TSN, dit taxe "Gafa").⁴¹



Le Parisien  @le_Parisien · 2 août 2019

Mounir Mahjoubi : «La stratégie d'Amazon sur la taxe Gafa est inacceptable»



Mounir Mahjoubi : «La stratégie d'Amazon sur la taxe Gafa est inaccep...
Le député LREM de Paris et ex-secrétaire d'Etat au Numérique réagit à la décision d'Amazon de répercuter la taxe Gafa sur ses vendeurs en Fr
leparisien.fr

130

95

48



⁴¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038811588/>



Dans le droit fiscal international, une règle fondamentale précise que pour qu'une entreprise soit taxable dans un pays, il faut démontrer l'existence d'un établissement stable. **Cette règle, inadaptée au secteur du numérique, a été dépassée par la taxe française sur les services numériques**, s'imposant aux multinationales du numérique non pas au travers de leurs bénéfices, mais de leur chiffre d'affaires. **Le législateur français a dû faire preuve d'ingéniosité pour permettre d'identifier la nationalité fiscale de l'assiette du chiffre d'affaires français.**

Deux services y ont été soumis par la loi portant création d'une taxe sur les services numériques ⁴² :

- D'abord, **les services de ciblage publicitaire**. Pour eux, le chiffre d'affaires est considéré Français **dès lors que la personne ciblée est un utilisateur français**, et sans chercher à savoir où est basé l'émetteur, le chiffre d'affaires réalisé est taxé à hauteur de 3%.
- Ensuite, **la mise à disposition d'une place de marché en ligne, en vue de la livraison de biens, ou de la fourniture de services**, ce qui concerne directement Amazon. Le chiffre d'affaires est considéré français et donc taxé dès lors que la vente aboutit à un Français, quelle que soit la localisation du siège de l'entreprise.

Pour appliquer la taxe aux multinationales, **l'État a dû procéder à des estimations des chiffres d'affaires théoriques français de ces entreprises**, qui, comme nous venons de le voir, sont difficiles à réaliser et souvent sous-estimées.

Amazon, de son côté, considérant faire l'objet d'une taxation indue, s'est permis, trois semaines seulement après son adoption définitive, de faire payer cette taxe à ses vendeurs français en rehaussant ses tarifs de 3%. Cela n'empêchait pas l'entreprise de clamer dans le même temps son soutien majeur aux petites et moyennes entreprises françaises.

Ces avancées faites par la France, au risque de tensions commerciales accrues, ont permis de rééquilibrer temporairement une partie de la fiscalité des géants du numérique.

Concomitamment, aux Etats-Unis, **la loi fiscale américaine de 2017 Tax Cuts and Jobs Act** ⁴³ a fait fondre le taux d'imposition des sociétés de 35 à 21%, et de nouveaux cadeaux, tels que **l'amortissement immédiat des investissements en capital**, ont été offerts par l'administration Trump aux grandes entreprises américaines. Ainsi, bien qu'elles réalisent des milliards de bénéfices, un certain nombre d'entre elles, dont Amazon, ont profité d'abattements fiscaux supérieurs à leur facture d'impôt sur le revenu, leur donnant un taux d'imposition... négatif ! **En 2018, après avoir doublé ses bénéfices en une année pour atteindre 11,2 milliards de dollars, Amazon devait donc payer, théoriquement, 2,35 milliards de dollars. Au lieu de cela, la firme de Jeff Bezos a déclaré un rabais de 129 millions de dollars** ⁴⁴, et a donc payé un impôt négatif de 1%, dû selon eux, à divers crédits d'impôt non spécifiés, ainsi qu'à un allègement fiscal pour les options d'achat d'actions des dirigeants. Remise exceptionnelle ? L'exception semble devenir la règle pour le géant du numérique, puisque leurs 5,6 milliards de dollars de bénéfices en 2017 n'avaient là non plus subi aucune imposition fédérale⁴⁵.

Mais avec la nouvelle administration du président Biden, **les Etats-Unis reviennent à la table des négociations** et ne s'y installent pas les mains vides : **ils proposent un impôt minimum mondial de 21%**. C'est historique car, **si cela était convenu, ce serait la fin de la concurrence fiscale entre les pays**. Ce serait plus de 150 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires pour les Etats.

Les négociations vont également pouvoir avancer sur l'autre volet, **l'introduction d'une répartition des droits à taxer**. Les Etats-Unis souhaitent que cela ne concerne pas seulement les géants du numérique mais toutes les grandes multinationales, quels que soient leurs domaines d'activité. Les

⁴² *Ibid.*

⁴³ <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-115publ97/html/PLAW-115publ97.htm>

⁴⁴ <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1018724/000101872419000004/amzn-20181231x10k.htm>, p.62

⁴⁵ <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1018724/000101872418000005/amzn-20171231x10k.htm>, p.64



profits seraient ainsi fiscalement redistribués entre les pays en fonction du lieu où ils ont été réalisés. Il s'agit de mettre fin aux rentes de ces multinationales qui concentrent à elles seules la moitié des profits mondiaux.

Rien n'est encore gagné et les discussions doivent avancer. Nous avons à faire preuve de vigilance quant aux détails du futur dispositif, notamment en nous assurant que les définitions retenues pour apprécier les chiffres d'affaires nationaux n'engendre pas de failles majeures dans lesquelles les grands groupes, comme Amazon, iraient s'engouffrer pour éviter de payer tous leurs impôts. C'est sur ce sujet que les législateurs et les décideurs politiques devront être vigilants ces prochains mois.

Version 1.0 du 22 avril 2021

Version évolutive : ce document sera adapté suivant les publications et déclarations à venir d'Amazon.

Toute personne souhaitant compléter ou contester certains chiffres est invitée à contacter :
mounir.mahjoubi@assemblee-nationale.fr